

Mémoire présenté
au Bureau des audiences publiques sur l'environnement
Les enjeux liés à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste
dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent

par Diane Noury

Bécancour printemps 2014

Monsieur le président,

Permettez-moi de me présenter, Diane Noury, retraitée de l'enseignement, militante pour le développement durable et fervente amoureuse de la planète terre et du genre humain. Ce mémoire se veut une opinion citoyenne qui s'appuie sur des observations de sources diverses. Je profite de l'occasion pour donner mon opinion. Je ne suis pas une scientifique, je suis une citoyenne qui s'informe et qui s'inquiète du peu de cas qu'on fait de la situation environnementale présente proche et lointaine.

Ce qui me bouleverse c'est le constat que la sacrosainte économie, le profit à court terme, la course au développement se jouent aux dépens de la qualité de l'air, du sol et de l'eau dont dépend la vie. Nous vivons une époque historique au niveau planétaire. Une époque où il est prouvé scientifiquement que l'activité humaine provoque des changements climatiques irréversibles. Époque dramatique pour nous et surtout pour nos descendants.

La pollution croissante provoque une hausse des températures qui est source de désordres dans l'ordre naturel qui régit les règnes végétal et animal, dont le genre humain est tributaire. Les preuves et les recommandations nous ont été amenées dernièrement par le **GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)**

Les informations suivantes proviennent d'un reportage que j'ai entendu à Radio-Canada durant l'émission matinale Médium Large en avril dernier. J'y réfère ici telles que je les notées à ce moment. L'essentiel du message devra être pris en considération.

Selon ce groupe d'experts, il est urgent de limiter l'augmentation des GES de 40 à 70 % d'ici 2050 pour réduire la température de 2 degrés. L'objectif d'ici 2100 est de ne plus en produire. Si nos choix continuent de s'orienter vers l'exploitation du gaz de schiste et/ou du pétrole extrait des sables bitumineux et/ou du pétrole tiré du golfe St-Laurent et/ou sur l'île d'Anticosti, un des rares territoires encore vierge, nous nous dirigeons droit vers la catastrophe environnementale. Nous aurons à subir une augmentation de 3 à 5 degrés, ce qui

entraînera des dérèglements climatiques d'une ampleur que même les scientifiques ont peine à évaluer.

Voici quelques éléments que j'ai retenus de ce rapport :

Effets sur le climat et l'agriculture si on ne fait rien :

De 2040 à 2070, les canicules passeront de 7 jrs à 21 jrs.

On parle d'extinction de la truite grise dans les lacs et les océans :

Les grands troupeaux plus sensibles à la chaleur génèreront 39 % des GES à cause de leurs flatulences.

Le rendement des grandes cultures (blé, maïs, riz) diminuera de 2 % par décennie alors qu'il faudrait l'augmenter de 14 % pour répondre aux besoins de la population.

Il y aura une augmentation des sécheresses en Afrique et en Amérique du Sud en même temps qu'une augmentation des pluies diluviennes et des vents à d'autres endroits sur la planète.

L'eau potable se fait et se fera de plus en plus rare.

Les effets des changements climatiques seront encore plus dévastateurs pour les ménages à faible revenu. Une hausse du prix des aliments de 3 % à 84 % est à prévoir d'ici 2050 amenant la malnutrition et la sous-alimentation.

Curieusement, ce message reste lettre morte auprès de nos gouvernants et de la majorité de la population. À preuve, on entend parler d'économie, de création d'emplois mais à quel prix quand on investit dans le gaz et le pétrole qui sont sources d'émission de gaz à effet de serre et qui nous rapprochent inexorablement de l'extinction de l'espèce humaine.

Sommes-nous équipés pour y faire face ? Pouvons-nous ? Voulons-nous cesser cette course au profit aux dépens de la nature qui nous fait vivre ?

Au Québec le transport émet 40 % des GES et nous disposons de surplus d'électricité. Nous devrions donc nous orienter vers un mode de transport moins énergivore, favoriser les transports en commun, utiliser les énergies propres.

Nous sommes des grands consommateurs d'énergie, notre économie est basée sur la consommation. L'économie à tout prix, mais à quel prix pour l'environnement et par conséquent, pour l'être humain ?

La commission sur les enjeux énergétiques du Québec coprésidée par les experts Roger Lanoué et Normand Mousseau a été créée en juillet 2013 par le gouvernement péquiste. Son

mandat était de consulter la population et de proposer des orientations qui serviraient à la rédaction de la politique énergétique du Québec. Elle recommande entre autres l'élimination progressive de notre dépendance au pétrole dans le transport et le chauffage grâce à d'importants programmes d'efficacité énergétique. Programmes dont les investissements entraîneraient « des retombées économiques aussi importantes, sinon plus, que la construction de nouveaux équipements de production d'énergie ».

Cette argumentation rejoint une des lignes de force de la **Politique énergétique adoptée en 1996 au Québec**.

Le Québec est une terre particulièrement propice à l'énergie solaire, à nous d'en développer le potentiel. Nous avons de l'électricité à profusion, électrifions les transports.

Il existe des trésors d'approches et de technologies qui font lentement leur chemin dans nos conceptions et qui devraient se refléter dans nos valeurs, nos choix, nos décisions et les gestes de tous les jours. Accélérons le pas.

Cela doit se faire au niveau individuel et au niveau collectif en choisissant les énergies les plus vertes possibles. L'écologie au service de l'économie et l'économie au service de l'écologie humaine et environnementale devraient se conjuguer au présent dans une action concertée entre les divers paliers du gouvernement, de l'industrie et de tous les domaines de l'activité humaine. Il est urgent de revenir à ce paradigme vieux comme le monde, celui du respect de la terre-mère, celle qui nous nourrit et qui entretient la vie.

On ne peut plus se permettre cette course effrénée au développement à n'importe quel prix.

Les coûts astronomiques de la décontamination après le passage de l'industrie, les coûts associés à la détérioration de la santé humaine, la perte de valeur des terres, l'atteinte à la beauté du paysage, la baisse du tourisme qu'engendrerait l'exploitation du gaz de schiste...!

Ça coûte très cher. Est-ce que ça en vaut le profit ? Bonne question quand on en pèse le poids sur la balance.

À quand l'application du principe de précaution ?

Tous les puits fuiront un jour ou l'autre, on ne connaît pas bien les nappes phréatiques, on est témoin de l'expérience chez nos voisins du sud et dans la vallée du Saint-Laurent.

Pensons au puits de Lotbinière, à celui de La Présentation etc.

(Salut Robert, peux-tu en ajouter ? Il y a peut-être d'autres exemples marquants.)

Qui veut polluer son eau, son air, sa terre agricole ?

Qui veut être envahi par les camions jour et nuit ? Qui veut sentir les effluves du méthane et voir cracher le feu au bout des torchères ? Qui veut voir dévaluer sa maison ? Qui veut

laisser envahir nos terres agricoles, le grenier du Québec, par des puits qui crachent le feu pour extraire du gaz, pour enrichir les grosses compagnies qui n'ont jamais été dignes de confiance jusqu'à date. Qui veut s'engager dans une industrie dont on pourrait se passer ?

À quand le respect de la non accessibilité sociale manifestée par les citoyens dans la vallée du Saint-Laurent ?

Proposition :

Constatant le fait de la surconsommation de nos ressources en eau et en carbone et les méthodes d'extraction extrêmement polluantes,

Vu l'impact de cet usage abusif et la contamination de l'air, de la terre et de l'eau qui en découle,

Devant le constat que la majorité de la population ignore qu'il existe d'autres modèles que ceux imposés par les lobbys internationaux pour nous approvisionner en énergie,

Sachant qu'il existe des technologies énergétiques et agricoles vertes éprouvées au Québec,

Étant donné que nous avons des modèles d'expertise déjà en application au Québec et dans d'autres pays,

A) **Informer**

Je constate que les consultations publiques ne rejoignent qu'une partie de la population, les audiences publiques, les rapports de commission d'enquête et d'études stratégiques étant peu fréquentés par le public en général.

Je crois donc qu'il en revient au gouvernement du Québec d'informer les citoyens sur les causes des changements climatiques et sur l'impact quotidien qu'ils ont sur la faune, la flore et sur le genre humain. De plus, les alternatives énergétiques propres doivent être présentées, valorisées, favorisées et mises de l'avant dans les médias les plus fréquentés et par de la publicité régulièrement diffusée.

Pour ce faire, il sera pertinent de diffuser quotidiennement de l'information pour éduquer la population sur l'impact de la pollution causée par des méthodes d'extraction comme le forage et la fracturation en utilisant les médias télévisuels et radiophoniques aux heures de grande écoute, par exemple, aux bulletins de nouvelles quotidiens et par la publicité. Il est urgent de conscientiser les citoyens et les décideurs sur le potentiel qui s'offre à nous de prendre le fameux virage vert pour qu'enfin «des bottines suivent les babines...»

Les citoyens doivent être informés de la situation environnementale actuelle, de l'impact des gaz fossiles et des énergies alternatives renouvelables pour ensuite faire des choix éclairés face à leur consommation. Le gouvernement a le devoir de donner l'heure juste en tenant compte des enjeux écologiques et économiques

Voici donc quelques exemples de l'éventail des informations à diffuser de façon régulière. Il s'agit de mettre en parallèle

a) L'état actuel des changements climatiques et leurs conséquences sur la faune, la flore, la qualité de l'eau, du sol arable et de l'air qui ont un impact direct sur notre santé et donc sur la pérennité de l'espèce humaine,

b) L'impact sur la biodiversité et par conséquent sur nous, des technologies utilisées actuellement par la grande et la petite industrie, les petites et moyennes entreprises, les pratiques agricoles et les habitudes de consommation non responsables des citoyens,

c) Les résultats des recherches scientifiques, GIEC, NASA etc.,

Les rapports, les principes et les solutions suivantes :

-Les rapports des commissions d'enquête, le projet de loi de 1996

-Les 16 principes de la loi sur le développement durable sanctionnée par le gouvernement en 2006.

-Les solutions énergétiques respectueuses de l'environnement qui ont fait preuve d'efficacité et qui sont pourvoyeuses d'emplois,

-Le paradigme des 5 R : Refuser, Réduire, Réutiliser, Récupérer, Recycler.

-Les nouveaux comportements à adopter dans nos vies quotidiennes,

-L'agriculture urbaine et de proximité,

-La consommation responsable, etc...

B) Consulter

Le gouvernement pourra ensuite consulter la population, celle-ci étant mieux informée.

C) Politique énergétique

Il restera à établir une politique énergétique viable autant pour la population que pour les activités commerciales et pour l'industrie.

. Ainsi va la démocratie !

Je conclus à l'urgence d'orienter collectivement nos choix vers la recherche et le développement des énergies propres au Québec et d'ainsi faire figure de chef de file en ce domaine. de faire des choix énergétiques respectueux de la qualité de la vie humaine et

Je termine ce mémoire en espérant que l'intelligence de vie soit plus forte que le système économique basé sur toujours plus de consommation et de profit à court terme. Je sais que le défi est grand mais il n'en dépend que de notre gouvernement démocratique, c'est-à-dire tous les citoyens qu'il représente, de faire des choix responsables pendant qu'il en est encore temps.

Voici, pour terminer, un argument purement économique nous incitant à préserver notre eau, notre plus grande richesse, mise en danger par l'extraction des gaz de schiste.

L'eau vaut plus cher que l'or.

À sa façon, l'eau est plus précieuse que l'or, même si la rareté favorise normalement le métal jaune.

Le site américain CNN Money souligne que depuis 10 ans, l'indice S&P500 Global Water, qui comprend les titres de 50 entreprises dont les activités sont centrées sur l'eau, a gagné 167 %.

Cet indice a donné davantage de rendement aux investisseurs que l'indice de l'or. Par exemple, le S&P/TSX Global Gold a perdu 12 % pendant la même période.

L'eau a mieux fait que les marchés en général. L'indice élargi américain S&P500 a gagné 63 % depuis 10 ans

Tiré d'un article de journal.

Merci !

Diane Noury, retraitée de l'enseignement

Bécancour, Le 27 mai 2014

diana.noury »gmail.com

Sources :

GIEC, rapport remis le 15 avril 2014 tel qu'entendu à l'émission Médium Large en avril dernier

Rapport de la NASA d'après une émission à la radio de Radio-Canada